

RCS : NANTERRE

Code greffe : 9201

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de NANTERRE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1993 B 04266

Numéro SIREN : 389 191 800

Nom ou dénomination : Grid Solutions SAS

Ce dépôt a été enregistré le 16/02/2023 sous le numéro de dépôt 2280

GRID SOLUTIONS

Société par actions simplifiée

204 Rond-Point du Pont de Sèvres

92100 BOULOGNE - BILLANCOURT

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

GRID SOLUTIONS

Société par actions simplifiée

204 Rond-Point du Pont de Sèvres

92100 BOULOGNE - BILLANCOURT

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

À l'associé unique de la société GRID SOLUTIONS

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos soins, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société GRID SOLUTIONS relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.



Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance, prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne les contrats de longue durée et les provisions pour risques et charges.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.



Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associé unique.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

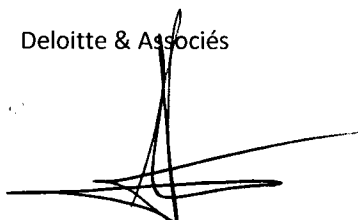
Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 11 janvier 2023

Le commissaire aux comptes

Deloitte & Associés



Véronique LAURENT

COMPTES ANNUELS

Société : GRID SOLUTIONS SAS

Forme juridique : S.A.S

Siège social : 204 Rond Point du Pont de Sèvres 92 100 BOULOGNE-BILLANCOURT

SIREN 389 191 800

Date de clôture : 31/12/2021

| | |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| COMPTES ANNUELS..... | 1 |
| Bilan passif..... | 4 |
| Compte de résultat..... | 5 |
| Compte de résultat (suite)..... | 6 |
| Note 1 - Activité de la Société..... | 7 |
| Note 2 - Base d'établissement des comptes annuels..... | 7 |
| Note 3 - Evénements majeurs de l'exercice..... | 7 |
| Note 4 - Description des méthodes comptables..... | 8 |
| Note 5 - Modes et méthodes appliqués aux différents postes du bilan et du compte de résultat..... | 8 |
| Note 6 - Répartition du chiffre d'affaires par destination..... | 15 |
| Note 7 - Résultat financier..... | 15 |
| Note 9 - Impôts sur les bénéfices..... | 16 |
| Note 10 - Immobilisations incorporelles, corporelles et financières..... | 18 |
| Note 11 - Stocks et en cours..... | 20 |
| Note 12 - Créances clients et comptes rattachés et autres créances..... | 20 |
| Note 13 - Echéancier des créances..... | 21 |
| Note 14 - Disponibilités..... | 21 |
| Note 15 - Capitaux propres..... | 22 |
| Note 16 - Provisions pour risques et charges et dépréciations..... | 23 |
| Note 18 - Echéancier des dettes..... | 25 |
| Note 19 - Instruments financiers de couverture..... | 25 |
| Note 20 - Effectifs..... | 26 |
| Note 21 - Engagements hors bilan..... | 26 |
| Note 22 - Liste des filiales..... | 28 |
| Note 23 - Informations sur les parties liées..... | 28 |
| Note 24 - Evénements postérieurs à la clôture..... | 28 |

Bilan actif

| BILAN-ACTIF | Exercice N | | | Exercice N-1 |
|-------------------------------------------------------------|----------------------|---------------------------------|--------------------|--------------------|
| | Brut | Amortissements et provisions | Net | Net |
| Capital souscrit non appelé (I) | | | | |
| Frais d'établissement | | | | |
| Frais de développement | | | | |
| Concessions, brevets et droits similaires | 34 208 354 | 21 977 110 | 12 231 244 | 15 261 595 |
| Fonds commercial | 10 000 000 | 2 286 000 | 7 714 000 | 7 039 000 |
| Autres immobilisations incorporelles | 907 | 907 | 0 | |
| Avances sur immobilisations incorporelles | | | | |
| TOTAL Immobilisations incorporelles | 44 209 260 | 24 264 016 | 19 945 244 | 22 300 595 |
| Terrains | 13 115 284 | 2 903 822 | 10 211 462 | 10 268 542 |
| Constructions | 89 206 711 | 57 690 386 | 31 516 325 | 32 679 709 |
| Installations techniques, matériel | 109 128 551 | 94 057 661 | 15 070 890 | 15 194 310 |
| Autres immobilisations corporelles | 11 643 783 | 10 357 462 | 1 286 321 | 1 692 043 |
| Immobilisations en cours | 6 096 814 | | 6 096 814 | 3 268 346 |
| Avances et acomptes | | | | |
| TOTAL Immobilisations corporelles | 229 191 143 | 165 009 332 | 64 181 811 | 63 102 951 |
| Participations selon la méthode de meq | | | | |
| Autres participations | 75 311 981 | 33 736 470 | 41 575 511 | 41 930 243 |
| Créances rattachées à des participations | | | | |
| Autres titres immobilisés | | | | |
| Prêts | 64 819 970 | | 64 819 970 | 52 192 245 |
| Autres immobilisations financières | 191 725 | | 191 725 | 197 119 |
| TOTAL Immobilisations financières | 140 323 676 | 33 736 470 | 106 587 206 | 94 319 607 |
| Matières premières, approvisionnements | 28 473 506 | 3 535 757 | 24 937 749 | 27 781 665 |
| En cours de production de biens | 29 414 073 | | 29 414 073 | 32 962 721 |
| En cours de production de services | | | | |
| Produits intermédiaires et finis | 14 210 456 | 2 583 759 | 11 626 697 | 14 949 675 |
| Marchandises | 860 534 | | 860 534 | 927 495 |
| TOTAL Stock | 72 958 569 | 6 119 516 | 66 839 053 | 76 621 536 |
| Avances et acomptes versés sur commandes | 2 370 375 | | 2 370 375 | 1 791 456 |
| Clients et comptes rattachés | 498 156 419 | 13 957 623 | 484 198 796 | 411 711 704 |
| Autres créances | 28 087 638 | 109 | 28 087 530 | 38 866 030 |
| Capital souscrit et appelé, non versé | | | | |
| TOTAL Créances | 526 244 059 | 13 957 732 | 512 286 326 | 450 577 734 |
| Valeurs mobilières de placement (dont actions propres:) | | | | |
| Disponibilités | 19 960 189 | | 19 960 189 | 13 918 358 |
| TOTAL Disponibilités | 19 960 189 | | 19 960 189 | 13 918 358 |
| Charges constatées d'avance | 161 038 | | 161 038 | 79 848 |
| TOTAL Actif circulant (III) | 621 894 225 | 20 077 248 | 601 816 981 | 542 689 933 |
| Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV) | | | | |
| Primes de remboursement des obligations (V) | | | | |
| Écarts de conversion actif (V) | 777 022 | | 777 022 | 1 259 736 |
| Total Général (VI) | 1 036 195 820 | 243 087 066 | 793 108 264 | 723 871 841 |

Bilan passif

| BILAN-PASSIF | | Exercice N | Exercice N-1 |
|-------------------------------------------------------------------------|--|----------------------|----------------------|
| Capital social ou individuel (dont versé : 45 200 000) | | 45 200 000 | 21 200 000 |
| Primes d'émission, de fusion, d'apport, | | 184 800 000 | 58 800 000 |
| Ecart de réévaluation (dont écart d'équivalence :) | | | |
| Réserve légale | | 7 447 810 | 7 447 810 |
| Réserves statutaires ou contractuelles | | | |
| Réserves réglementées (dont réserve des prov. fluctuation des cours :) | | | |
| Autres réserves (dont réserve achat d'œuvres originales d'artistes :) | | 0 | 0 |
| TOTAL Réserves | | 7 447 810 | 7 447 810 |
| Report à nouveau | | -81 360 844 | -34 871 110 |
| RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte) | | -90 553 178 | -46 489 734 |
| Subventions d'investissement | | 998 391 | 394 455 |
| Provisions réglementées | | 13 521 413 | 15 175 591 |
| Produit des émissions de titres participatifs | | | |
| Avances conditionnées | | | |
| Provisions pour risques | | 74 286 665 | 115 870 547 |
| Provisions pour charges | | 110 538 686 | 94 662 768 |
| Emprunts obligataires convertibles | | | |
| Autres emprunts obligataires | | | |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit | | 1 971 386 | 458 575 |
| Emprunts et dettes financières divers (dont emprunts participatifs :) | | 1 927 793 | 4 091 887 |
| TOTAL Dettes financières | | 3 899 179 | 4 550 462 |
| Avances et acomptes reçus sur commandes en cours | | 173 209 665 | 199 843 242 |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | | 215 442 529 | 180 365 532 |
| Dettes fiscales et sociales | | 64 042 151 | 74 690 855 |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | | |
| Autres dettes | | 69 076 000 | 29 728 983 |
| TOTAL Dettes d'exploitation | | 521 770 344 | 484 628 612 |
| Produits constatés d'avance | | 1 887 896 | 1 902 246 |
| TOTAL DETTES (N) | | 1 511 062 064 | 1 421 071 347 |
| Ecart de conversion passif (V) | | 671 903 | 700 194 |
| TOTAL GÉNÉRAL PASSIF (N) | | 1 511 733 967 | 1 421 771 541 |

Compte de résultat

| Compte de résultat | Exercice N | | | Exercice N-1 |
|----------------------------------------------------------------------------------------|---------------------|----------------------------------------------------------|--------------------|--------------------|
| | France | Exportation | Total | |
| Ventes de marchandises | | | | |
| Production vendue biens | 66 523 958 | 422 757 539 | 489 281 497 | 528 490 186 |
| Production vendue services | 11 388 779 | 84 997 582 | 96 386 361 | 117 287 082 |
| Production stockée | | | -5 490 771 | -2 350 744 |
| Production immobilisée | | | | |
| Subventions d'exploitation | | | 393 469 | 1 006 796 |
| Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges | | | 79 684 249 | 47 193 801 |
| Autres produits | | | 152 846 718 | 181 112 382 |
| Achats de marchandises (y compris droits de douane) | | | | |
| Variation de stock (marchandises) | | | 20 688 | -46 273 |
| Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane) | | | 100 911 489 | 114 051 561 |
| Variation de stock (matières premières et approvisionnements) | | | 3 054 555 | 3 264 756 |
| Autres achats et charges externes | | | 451 363 556 | 466 392 227 |
| Impôts, taxes et versements assimilés | | | 11 627 041 | 12 272 187 |
| Salaires et traitements | | | 174 049 407 | 201 603 937 |
| Charges sociales | | | 70 083 743 | 81 279 361 |
| Dotations d'exploitation | sur immobilisations | Dotations aux amortissements Dotations aux provisions | 12 663 712 | 12 008 656 |
| | | Sur actif circulant : dotations aux provisions | 5 293 332 | 5 702 916 |
| | | Pour risques et charges : dotations aux provisions | 29 743 229 | 9 297 849 |
| Autres charges | | | 33 290 282 | 31 832 688 |
| RÉSULTAT D'EXPLOITATION | | | -78 999 512 | -66 565 362 |
| Bénéfice attribué ou perte transférée | | (III) | | |
| Perte supportée ou bénéfice transféré | | (IV) | | |
| Produits financiers de participations | | | 9 747 645 | 9 659 873 |
| Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé | | | | |
| Autres intérêts et produits assimilés | | | 1 534 157 | 1 415 190 |
| Reprises sur provisions et transferts de charges | | | | 656 540 |
| Différences positives de change | | | 4 612 882 | 5 243 784 |
| Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement | | | | |
| Dotations financières aux amortissements et provisions | | | 4 483 731 | 4 000 000 |
| Intérêts et charges assimilés | | | 920 695 | 2 431 863 |
| Différences négatives de change | | | 5 498 284 | 4 218 570 |
| Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement | | | | |
| | | TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES (V) | 10 902 710 | 10 650 433 |
| RÉSULTAT FINANCIER (V - VI) | | | 4 991 974 | 6 324 954 |
| RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I-II+III-IV+V-VI) | | | -74 007 538 | -60 240 408 |

Compte de résultat (suite)

| Compte de résultat (suite) | Exercice N | Exercice N-1 |
|-------------------------------------------------------------------|--------------------|--------------------|
| Produits exceptionnels sur opérations de gestion | | 779 038 |
| Produits exceptionnels sur opérations en capital | 230 714 | -185 |
| Reprises sur provisions et transferts de charges | 55 772 364 | 57 277 275 |
| Charges exceptionnelles sur opérations de gestion | 29 481 428 | 51 199 376 |
| Charges exceptionnelles sur opérations en capital | 1 027 292 | 100 000 |
| Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions | 44 071 569 | 4 506 720 |
| RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII -VIII) | -18 577 210 | 2 250 032 |
| Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX) | | |
| Impôts sur les bénéfices (X) | -2 031 571 | -11 500 642 |
| BÉNÉFICE OU PERTE (total des produits - total des charges) | -90 553 178 | -46 489 734 |

Note 1 - Activité de la Société

La société GRID SOLUTIONS SAS produit, installe et maintient des équipements et des systèmes pour les marchés de la haute tension. Ses produits sont utilisés pour transmettre l'électricité. Ils permettent de garantir la fiabilité, la qualité et la sécurité de la transmission d'électricité ainsi que d'exploiter efficacement les réseaux grâce à la gestion de l'information en temps réel. Les services qui y sont associés permettent de fournir une ressource de haute qualité afin d'accompagner les produits et systèmes vendus durant leur cycle de vie complet.

Note 2 - Base d'établissement des comptes annuels

Les comptes arrêtés au 31 décembre 2021 ont été préparés conformément aux dispositions définies par le Plan Comptable Général français issu du règlement 2014-03 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) homologué par arrêté du 8 septembre 2014 publié au JO du 15 octobre 2014, ainsi que les règlements ANC 2015-06 et 2016-07, sans modification notable des règles comptables et des méthodes d'évaluation par rapport à l'exercice précédent.

Les comptes de la Société sont inclus par intégration globale dans les comptes consolidés établis par General Electric Company, dont le siège social est situé à Boston dans l'État du Massachusetts aux États-Unis.

Note 3 - Evénements majeurs de l'exercice

Prolongation exceptionnelle du délai d'approbation des comptes sociaux

La société a obtenu du tribunal de commerce une prolongation exceptionnelle du délai d'approbation des comptes sociaux de l'exercice clos au 31 décembre 2021 jusqu'au 31 mars 2023.

Augmentation de capital réalisée en septembre 2021

Par décision de l'associé unique en date du 08 septembre 2021, il a été décidé d'augmenter le capital social de la Société de 24.000.000 euros pour le porter de 21.200.000 euros à 45.200.000 euros, par l'émission de 1.500.000 actions nouvelles d'une valeur nominale de 16 euros, libérées intégralement en numéraire. Les actions nouvelles ont été émises au prix d'émission de 100 euros, soit une prime d'émission de 84 euros par action nouvelle, libérées intégralement en numéraire.

Le prix de souscription total de ces 1.500.000 actions s'élève donc à 150.000.000 euros, dont 126.000.000 euros, au titre de la prime d'émission. Cette prime d'émission est affectée au compte de « primes d'émission » destiné à apurer les pertes de la Société pour l'exercice en cours ou les exercices ultérieurs.

Accord sur le plan de réorganisation de l'activité HVS France signé en mars 2021

La restructuration a été réalisée dans les conditions prévues par l'accord signé le 5 mars 2021 entre la direction de Grid Solutions et la CFDT et la CFE CGC. Les premières commissions de suivi pour examiner les demandes de départs volontaires ont eu lieu le 12 avril 2021. La date limite des départs volontaires a été prorogée par avenant à l'accord PSE le 21 juin 2021 jusqu'au 7 juillet 2021. Les dernières demandes de départ volontaires ont été instruites par la commission de suivi centrale le 23 juillet 2021. En dernier lieu, Grid Solutions a accepté 195 départs volontaires et 75 mobilités dans l'entreprise ou dans le groupe et a procédé à 9 licenciements contraints.

Dans le cadre de ce plan, l'activité Service de Saint Priest (FHV) a été transférée sur le site d' Aix les Bains en octobre 2021 et a permis la création de l'activité FSU (France Service Unit) au sein de l'établissement d'Aix les Bains par fusion de FSA et FHV, 26 salariés ont été transférés de Villeurbanne à Aix les Bains.

Factoring

Le contrat de factoring avec GE Capital a pris fin au cours du 1er trimestre 2021.

Note 4 - Description des méthodes comptables

Principes retenus pour l'arrêté des Comptes Annuels

GRID SOLUTIONS SAS est une société de droit français qui arrête ses comptes en conformité avec la réglementation comptable française. Ces comptes ont été préparés selon les mêmes principes qu'au 31 décembre 2020.

Les mêmes principes comptables sont observés pour les établissements stables à l'étranger. Le cours de conversion de fin d'exercice est retenu pour leur intégration dans les comptes de la société pour l'effet bilanciel et sur la base d'un taux moyen pour l'intégration des comptes de résultat.

Les écarts de changes en résultant sont comptabilisés en compte de résultat.

Durée et comparabilité de l'exercice social

La durée de l'exercice clos au 31 décembre 2021 est 12 mois.

Principe de continuité d'exploitation

La société a préparé ses comptes sur la base du principe comptable de continuité d'exploitation.

Rappel des principes

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux principes de continuité d'exploitation, de permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, d'indépendance des exercices et conformément aux règles d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Note 5 - Modes et méthodes appliqués aux différents postes du bilan et du compte de résultat

Reconnaissance des transactions réalisées par la société au titre de ses contrats commerciaux

Pour le calcul du pourcentage d'avancement, la société utilise la mesure de l'avancement sur la base des coûts engagés, à condition que ces derniers reflètent des travaux raisonnablement acceptés par le client.

Cette méthode basée sur l'engagement des coûts est estimée comme plus fiable quant à la détermination de l'avancement technique, reflète davantage le processus interne de suivi de l'information financière et permet une reconnaissance du revenu plus en adéquation avec la réalité de l'exécution du contrat.

La Société réalise des ventes d'équipements et de services;

Contrats de longue durée

- ✓ L'exécution des obligations contractuelles afférentes à ces contrats se déroule généralement sur deux ou plusieurs exercices comptables.
- ✓ Le chiffre d'affaires est comptabilisé en fonction de l'état d'avancement du contrat. Dorénavant l'état d'avancement est défini sur la base des coûts engagés, à condition que ces derniers reflètent des travaux raisonnablement acceptés par le client. La différence entre le chiffre d'affaires évalué en fonction de l'état d'avancement et le chiffre d'affaires comptabilisé au titre des périodes précédentes constitue le chiffre d'affaires de la période.
- ✓ Le coût de revient des contrats inclut les coûts directs (tels que matières, main d'œuvre, sous-traitance) ainsi que les coûts indirects (conduite et direction des projets).

L'obligation couvrant la période de garanties fait l'objet de provisions reconnues en fonction de l'avancement du chiffre d'affaires

- ✓ Chaque contrat fait l'objet d'une revue à intervalles réguliers et la marge à terminaison (différence entre le prix de vente contractuel et le coût de revient) est réestimée sur la base des derniers éléments connus.
- ✓ S'il devient probable que le coût de revient à terminaison d'un contrat excède son chiffre d'affaires total estimé, la perte non encore constatée sur le CA non encore reconnu fait immédiatement l'objet d'une provision.

Ventes de biens et de services

Les revenus liés à la vente de biens sont reconnus lorsque l'entreprise a transféré à l'acheteur les risques et avantages consécutifs à la vente (c'est-à-dire généralement lors de la livraison du bien).

Les revenus liés à des prestations de services sont reconnus à l'issue de l'exécution des obligations contractuelles.

Transactions en devises

Les principes retenus sur la période sont les suivants :

Enregistrement des opérations non couvertes par des opérations à terme

Les créances et dettes libellées en devises sont converties en euros sur la base des taux en vigueur à la date de clôture du bilan.

Les pertes et gains latents sont enregistrés dans des comptes d'écart de conversion, les pertes latentes font l'objet d'une provision pour risques.

Fiscalement, ces écarts de conversion sont pris en compte pour la détermination du résultat imposable de l'exercice, conformément à l'article 38-4 du Code Général des Impôts. La provision pour risque est quant à elle non déductible.

- Allocation des résultats de change au compte de résultat

Les résultats de change résultant de la comptabilisation des dettes et créances à caractère commercial ou financier et de leurs couvertures associées sont enregistrés en résultat d'exploitation ou en résultat financier en fonction de la nature des opérations les ayant générés.

- Comptabilisation des couvertures de change

La société a recours à des instruments financiers de couverture pour limiter le risque d'exposition aux variations de cours des devises étrangères sur ses facturations clients ou factures fournisseurs dans lesdites devises étrangères. Pour ce faire elle procède principalement à des ventes ou achats à termes de devises étrangères souscrits en gré à gré avec des contreparties bancaires.

Les opérations en devises (achats / ventes) sont converties au cours du jour de l'opération. A la clôture, les dettes et créances sont revalorisés en contrepartie d'un écart de conversion sur la base des taux en vigueur à la date de clôture du bilan.

Parallèlement, les gains ou pertes de changes induits par les instruments dérivés auxquels elle a recours et répondant aux critères d'instrument de couvertures sont comptabilisés, de façon symétrique à l'élément couvert au compte de résultat.

Les couvertures adossées à des factures sont revalorisées en Chiffres d'affaires ou en Achats par contrepartie des comptes « effets des dérivés » sont comptabilisés à l'actif du bilan (rubrique « Disponibilités ») ou au passif du bilan (rubrique « Dettes financières »).

Les reports ou déports sont intégrés au coût de l'élément couvert au compte de résultat et ne sont pas étalés sur la durée de la couverture.

Fiscalement, les gains latents sur les contrats de change à terme en cours à la clôture de l'exercice sont pris en compte dans la détermination du résultat imposable de l'exercice. Sur cet exercice, la réintégration fiscale s'est élevée à 2 938 685 €. Concernant les pertes latentes, leur déduction est reportée à la date de réalisation de l'élément couvert. En application de l'article 38-6-3° du Code général des impôts, un relevé des positions symétriques est annexé à la déclaration de résultats de l'exercice. Le montant des pertes latentes ainsi reporté est de 7 919 690 € pour cet exercice.

Immobilisations incorporelles et corporelles

Immobilisations incorporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires), à leur valeur d'apport ou leur coût de production diminué du cumul des amortissements ainsi que des éventuelles dépréciations constatées.

Les immobilisations incorporelles sont principalement constituées :

- de logiciels à usage interne ; ces logiciels sont amortis sur une période de 1 an à 5 ans.
- d'un fonds de commerce apporté en 2002 lors d'un audit partiel des actifs et faisant l'objet d'un test de dépréciation à chaque clôture. Conformément à l'article 214-3 du nouveau plan comptable général, ce fonds commercial est présumé avoir une durée d'utilisation non-limitée.
- de l'activation de frais de développement de logiciels

Immobilisations corporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires), à leur valeur d'apport ou leur coût de production.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire ou dégressif, selon des durées d'utilisation comprises dans les fourchettes suivantes :

| | Durée minimale | Durée maximale |
|---------------------------------------|----------------|----------------|
| Constructions | sur 17 ans | sur 40 ans |
| Agencements | sur 8 ans | sur 15 ans |
| Matériels et outillages industriels : | sur 3 ans | sur 25 ans |
| Matériels informatiques | sur 1 an | sur 8 ans |
| Mobilier de bureau | sur 3 ans | sur 7 ans |

Dépenses de recherche et développement

Conformément à l'option définie par le règlement CRC n° 2004.16, la société inscrit la totalité de ses frais de recherche et de développement en charges dès que ces frais sont encourus.

Immobilisations financières

Titres de participation et autres titres immobilisés

La valeur brute comptable des titres de participation est constituée par le coût d'acquisition et les frais d'acquisition.

Dans le cadre de chaque clôture annuelle des comptes de la Société, les valeurs réelles des titres détenus en portefeuille sont calculées afin de déterminer la valeur d'inventaire des titres, les dotations ou reprises relatives aux dépréciations des titres, et si nécessaire, les dotations ou reprises relatives aux provisions pour risques sur titres.

Lorsque la valeur d'inventaire des titres s'avère être inférieure à la valeur brute comptable, une dépréciation est constituée à l'actif du montant de la différence, sans que le montant de cette dépréciation ne puisse excéder le montant de la valeur brute comptable.

Par ailleurs, lorsque la valeur d'inventaire des titres s'avère être négative, une provision pour risques sur titres est constituée en complément au passif.

Prêt et autres immobilisations financières

Les prêts et autres immobilisations financières correspondent principalement à des prêts et des dépôts et cautionnements. Ces créances font, le cas échéant, l'objet de dépréciation si leur recouvrement s'avère incertain au vu des informations disponibles à la date d'arrêté des comptes.

Créances rattachées à des filiales et participations

Ces créances font, le cas échéant, l'objet de dépréciation si leur recouvrement s'avère incertain au vu des informations disponibles à la date d'arrêté des comptes.

Stocks et En-cours :

Les stocks de matières et marchandises sont évalués suivant la méthode du coût unitaire moyen pondéré. Le coût d'acquisition comprend les frais accessoires d'achat.

La valorisation des produits intermédiaires, finis et des en-cours comprend le coût des matières et fournitures mises en œuvre, les frais directs et indirects de production.

Le coût de production ainsi obtenu ne comporte donc pas de frais de siège, de frais commerciaux ou de frais financiers.

Des dépréciations sont constituées par comparaison entre le coût d'entrée et la valeur actuelle des stocks. Pour les produits finis et les marchandises destinées à être revendues en l'état, la valeur actuelle correspond à la valeur vénale c'est-à-dire au prix de vente déduction faite des frais restant à supporter. Pour les matières premières, les produits intermédiaires et les en-cours, la valeur actuelle correspond à la valeur d'usage c'est-à-dire au prix de vente du produit fini diminué des coûts d'achèvement et des frais de distribution.

Engagements en matière de retraites et avantages similaires

Conformément aux accords existants et à la convention collective, une indemnité de départ, calculée en fonction du nombre d'années de services effectuées, est versée aux salariés de l'entreprise lors de leurs départs en retraite. Ces indemnités se définissent comme des régimes à prestations définies dans la mesure où la société en tant qu'employeur s'engage sur le niveau des prestations à verser à ses salariés. Ces engagements de retraite sont évalués et comptabilisés conformément à la méthode 2 de la recommandation ANC 2013-02 du 7 novembre 2013 (comptabilisation immédiate en résultat des écarts actuariels et des coûts des services passés).

Ainsi, pour déterminer la valeur actualisée, charges sociales incluses, de ses engagements, ainsi que le coût des services correspondants, la société utilise la méthode des unités de crédit projetées. Cette évaluation nécessite l'utilisation de nombreuses hypothèses actuarielles, notamment âge de départ en retraite, taux d'actualisation et taux d'augmentation des salaires.

La provision inscrite au bilan correspond à la totalité de ces engagements sans aucun différé au titre des changements d'hypothèses actuarielles et des éventuels coûts des services passés relatifs à des modifications de régime.

La charge de l'exercice correspond :

- au coût des services rendus pendant l'exercice,
- au coût des services passés lors d'une modification, réduction ou liquidation de régime,
- à la désactualisation des engagements,
- à la totalité de la variation des engagements résultant des changements d'hypothèses actuarielles.

Les principales hypothèses actuarielles utilisées pour le calcul des provisions pour indemnités de départ en retraite sont les suivantes :

- l'âge de départ à la retraite a été déterminé en fonction des évolutions législatives (recul de l'âge de départ en retraite) et de la catégorie socioprofessionnelle du salarié,
- le taux d'actualisation est déterminé en fonction du rendement des obligations des sociétés de bonne qualité (0.75 % au 31 décembre 2020 et 1.25 % au 31 décembre 2021),
- le taux d'augmentation des salaires doit être considéré comme une hypothèse à long terme et est basé sur le niveau d'inflation constaté et les attentes de différents organismes (l'enveloppe d'augmentation des salaires pour l'exercice clos le 31 décembre 2021 était de 2 % de la masse salariale).

Les provisions

Provisions Règlementées :

Les provisions règlementées sont constituées conformément aux possibilités fiscales.

Cette rubrique est constituée d'amortissements dérogatoires c'est-à-dire de l'excédent des amortissements fiscaux sur les amortissements économiques.

Provisions pour Risques et Charges :

Des provisions pour risques et charges sont constituées pour des passifs dont l'échéance ou le montant n'est pas connu de façon précise. Un passif correspond à une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable qu'elle provoquera une sortie de ressources sans contrepartie au moins équivalente attendue. Ces obligations peuvent résulter par exemple de restructurations annoncées ou de litiges en cours.

- Provisions pour Garantie :

Elles sont chaque année complétées, utilisées ou reprises en fonction de l'actualisation des dépenses restant à engager et des charges constatées durant l'exercice.

Elles sont reprises au plus tard à la signature du procès-verbal de réception définitive ou lorsque les dernières réserves éventuelles ont été levées.

Une provision statistique pour garantie est constituée sur la base de la moyenne des dépenses de garantie des trois dernières années. Une fois le projet terminé, le produit ou le service réceptionné par le client, une provision pour garantie spécifique est enregistrée si un risque est identifié concernant la qualité, le fonctionnement ou les spécifications du projet, produit ou service concerné. Pour les activités projets, la date de réception provisoire est le point de départ de la constitution de la provision pour garantie.

- Provisions pour Pertes à Terminaison :

Ces provisions sont constituées dans les cas où une perte globale est attendue sur une affaire. Elles sont comptabilisées pour le montant total de la perte probable dès que celle-ci est connue.

- Provisions pour Risques sur Affaires :

Il s'agit des affaires pour lesquelles des risques de pénalités de retard, pénalités techniques (de consommation, de rendement, etc.) et autres risques de toute nature apparaissent, contractuellement, pouvoir être imputés à la Société.

Ces provisions sont constituées lorsque le chiffre d'affaires de chaque affaire est reconnu à 100%. Elles sont utilisées, complétées ou reprises au fur et à mesure de la constatation ou de la disparition des risques et au plus tard à la signature du procès-verbal de réception définitive, ou lorsque les dernières réserves éventuelles ont été levées.

Passif éventuel :

Le passif éventuel fait l'objet d'une information en annexe et ne donne pas lieu à constatation d'une provision car il correspond à une obligation potentielle à la date d'établissement des comptes ou à une obligation pour laquelle la sortie de ressources n'est ni probable ni certaine.

Créances et dettes

Les créances et dettes sont évaluées pour leur valeur nominale.

Le fait générateur des créances est défini au cas par cas dans les contrats de vente.

Les créances sont, le cas échéant, dépréciées pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu d'après les informations connues à la date d'arrêté des comptes et également pour tenir compte de leur antériorité.

Note 6 - Répartition du chiffre d'affaires par destination

Le Chiffre d'affaires de l'exercice s'est réparti de la façon suivante :

| Ventilation du chiffre d'affaires | Exercice N | Exercice N-1 | Variation |
|--------------------------------------------|--------------------|--------------------|---------------|
| Répartition par secteur d'activité | | | |
| Ventes de marchandises | | | % |
| Production vendue biens | 489 281 497 | 528 490 186 | -7,42% |
| Production vendue services | 96 386 361 | 117 287 082 | -17,82% |
| Répartition par marché géographique | | | |
| Chiffres d'affaires nets-France | 77 912 737 | 201 916 650 | -61,41% |
| Chiffres d'affaires nets-Export | 507 755 120 | 443 860 618 | 14,40% |
| Chiffres d'affaires nets | 585 667 858 | 645 777 269 | -9,31% |

Le résultat d'exploitation de l'exercice au 31 décembre 2021 est une perte de 78,9 M€ contre une perte de 66.6 M€ sur l'exercice précédent.

Note 7 - Résultat financier

| Rubriques | Exercice N | | Exercice N-1 | |
|------------------------------------------------------------------------|---------------------|---------------------|------------------|------------------|
| | produits financiers | charges financières | montant net | montant net |
| Intérêts | 1 534 157 | - 920 695 | 613 462 | - 1 016 673 |
| Résultat de change | 4 612 882 | - 5 498 284 | - 885 402 | 1 025 214 |
| Dividendes reçus | 9 747 645 | | 9 747 645 | 9 659 873 |
| Dotations et reprises de dépréciation actif à caractère financier | | - 4 483 731 | - 4 483 731 | - 3 343 460 |
| Dotations et reprises de provisions pour risques à caractère financier | | | | |
| TOTAL | 15 894 684 | -10 902 710 | 4 991 974 | 6 324 954 |

Il se compose essentiellement:

- de l'affectation du résultat du groupement Cogalex au titre de 2020 et 2021 pour 9 747 k€

- de l'impact net des différences de change pour - 885 k€.
- des produits financiers pour 613 k€
- des dotations aux provisions pour dépréciation des titres de participation pour - 4 484 k€

Note 8 - Résultat exceptionnel

| Rubriques | Exercice N | Exercice N-1 |
|------------------------------------------------------------|--------------------|-------------------|
| Produits exceptionnels sur opérations de gestion | | 779 038 |
| Produits exceptionnels sur opérations en capital | 230 714 | -185 |
| Reprises sur provisions et transferts de charges | 55 772 364 | 57 277 275 |
| Charges exceptionnelles sur opérations de gestion | 29 481 428 | 51 199 376 |
| Charges exceptionnelles sur opérations en capital | 1 027 292 | 100 000 |
| Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions | 44 071 569 | 4 506 720 |
| RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII -VIII) | -18 577 210 | 2 250 032 |

Le résultat exceptionnel est une perte de 18,6 m€ :

Pour les produits:

- une reprise sur provision relative au litige TENNET de 33,9 m€
- une reprise sur provision pour restructuration de 17,3 m€
- une reprise sur provision pour impôts de 2,8 m€
- un produit exceptionnel dû à une reprise sur amortissements dérogatoires de 1,7 m€

Pour les charges:

- des pénalités versées pour 1,6 m €
- des dépenses exceptionnelles liées à la restructuration de 27,9 m€
- des charges exceptionnelles sur opérations de gestion de 1,0m€
- une dotation pour provision pour restructuration de 41 m€
- une dotation aux provisions pour impôts de 3,0 m€

Note 9 - Impôts sur les bénéfices

La Société n'est plus membre d'aucun groupe d'intégration fiscale depuis 2015.

Le résultat fiscal de l'exercice 2021 est une perte de 98 167 k€ qui vient s'ajouter aux déficits reportables totaux indiqués dans le tableau ci-dessous.

Le montant de l'impôt sur les sociétés est une charge de 2 031 k€, principalement constitué du crédit impôt

recherche et du crédit d'impôt famille (produit de 4 731 k€) et de l'impôt sur les activités imposables à l'étranger (charge de 2 700 k€) .

Situation fiscale différée :

| Rubriques (en milliers €) | Situation au 31 décembre 2021 | Situation au 31 décembre 2020 | Variation de l'exercice |
|----------------------------------------------------------|-------------------------------|-------------------------------|-------------------------|
| BASES PASSIVES D'IMPOSITION DIFFEREE | | | |
| Amortissements dérogatoires | 13 521 | 15 176 | - 1 655 |
| Accroissement de la dette future d'impôt (25,83%) | 3 492 | 3 920 | -428 |
| BASES ACTIVES D'IMPOSITION DIFFEREE | | | |
| Fonds de commerce | 10 000 | 10 000 | 0 |
| Provisions et charges à payer non déductibles | 72 981 | 76 181 | -3 200 |
| Déficit reportable | 545 794 | 447 627 | 98 167 |
| Allègement de la dette future d'impôt (25,83%) | 162 412 | 137 883 | 24 529 |

Note 10 - Immobilisations incorporelles, corporelles et financières

| Cadre A | | IMMOBILISATIONS | Valeur brute au début de l'exercice | Augmentations | | |
|------------------------------------|------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------|-------------------------------------|---------------|-------------------------------------|------------------|
| | | | | Réévaluation | Acqu. et apports | |
| | Frais d'établissement et de développement | (I) | | | | |
| | Autres postes d'immobilisations incorporelles | (II) | 41 319 031 | | 2 915 303 | |
| | Terrains | | 13 111 296 | | 3 988 | |
| Constructions | Sur sol propre | | 53 091 186 | | 1 100 668 | |
| | Sur sol d'autrui | | | | | |
| | Installations générales, agencements et aménagements des constructions | | 36 501 751 | | 250 804 | |
| | Installations techniques, matériel et outillage industriels | | 109 663 919 | | 4 489 178 | |
| Autres immobilisations corporelles | Installations générales, agencements, aménagements divers | | 317 126 | | | |
| | Matériel de transport | | 1 655 473 | | 44 474 | |
| | Matériel de bureau et mobilier informatique | | 9 927 168 | | 365 161 | |
| | Emballages récupérables et divers | | | | | |
| | Immobilisations corporelles en cours | | 3 268 346 | | 8 562 826 | |
| | Avances et acomptes | | | | | |
| | Participations évaluées par mise en équivalence | | | | | |
| | Autres participations | | 71 182 982 | | 4 129 000 | |
| | Autres titres immobilisés | | | | | |
| | Prêts et autres immobilisations financières | | 52 389 365 | | 12 650 291 | |
| Cadre B | | IMMOBILISATIONS | Diminutions | | Valeur brute à la fin de l'exercice | Réévaluation |
| | | | Virement | Cession | | Valeur d'origine |
| | Frais d'établissement et de développement | (I) | | | | |
| | Autres postes d'immobilisations incorporelles | (II) | | 25 074 | 44 209 260 | |
| | Terrains | | | | 13 115 284 | |
| Constructions | Sur sol propre | | | 993 | 54 190 861 | |
| | Sur sol d'autrui | | | | | |
| | Installations générales, agencements et aménagements des constructions | | 8 707 | 1 727 997 | 35 015 850 | |
| | Installations techniques, matériel et outillage industriels | | -43 193 | 5 067 739 | 109 128 551 | |
| Autres immobilisations corporelles | Installations générales, agencements, aménagements divers | | | | 317 126 | |
| | Matériel de transport | | 43 815 | | 1 656 133 | |
| | Matériel de bureau et mobilier informatique | | -9 329 | 631 134 | 9 670 524 | |
| | Emballages récupérables et divers | | | | | |
| | Immobilisations corporelles en cours | | 5 734 359 | | 6 096 814 | |
| | Avances et acomptes | | | | | |
| | Participations évaluées par mise en équivalence | | | | | |
| | Autres participations | | | | 75 311 981 | |
| | Autres titres immobilisés | | | | | |
| | Prêts et autres immobilisations financières | | | 27 961 | 65 011 695 | |
| | | TOTAL (III) | | 27 961 | 110 321 016 | |
| | | TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV) | 1 731 359 | 7 480 386 | 415 721 031 | |

Les actifs immobilisés ne font pas l'objet de nantissements ou d'hypothèques.

Immobilisations incorporelles :

Les immobilisations incorporelles sont essentiellement constituées :

- de logiciels à usage interne pour un montant de 3 171 k€ en valeur brute ;
- d'un fonds de commerce d'une valeur de 10 000 k€, lié à l'activité PEM de Massy (ce fonds est déprécié à hauteur de 2 286 k€, la valeur nette s'élève donc à 7 714k€)
- de coût de développement des logiciels informatiques pour un montant de 31 038k€.

Immobilisations corporelles :

Les principaux investissements réalisés s'inscrivent dans la continuité de la stratégie de la société basée sur trois grands axes :

- renforcement de la sécurité des installations et des personnes,
- optimisation de la productivité et de la qualité des produits et des services,
- adaptation de la gamme d'offre de produits à la demande.

Immobilisations financières :

Les immobilisations financières brutes augmentent de 16 780 K€, mais cette forte variation nette s'explique principalement par :

- l'augmentation du poste « titres de participation et créances rattachées » pour + 4 129 K€ due à l'augmentation de la participation chez Super GRID Institute suite à la souscription à l'augmentation de capital
- l'augmentation nette des prêts dans les branches pour 12 651 k€

Amortissements

| SITUATION ET MOUVEMENTS DES AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE | | | | | |
|----------------------------------------------------------|----------------------------------------------|------------------|-----------|-------------|-------------------|
| Immobilisations amortissables | | Début d'exercice | Augment. | Diminutions | Fin de l'exercice |
| Frais d'établissement et de développement | (I) | | | | |
| Autres postes d'immobilisations incorporelles | (II) | 16 057 436 | 5 919 568 | -1 012 | 21 978 016 |
| Terrains | | 2 380 345 | 63 564 | -673 | 2 444 582 |
| Constructions | Sur sol propre | 22 807 119 | 1 447 554 | -581 | 24 255 255 |
| | Sur sol d'autrui | | | | |
| Installations générales, agencements | | 29 308 913 | 1 286 918 | 1 486 335 | 29 109 497 |
| Installations techniques, matériels et outillages | | 94 151 992 | 3 512 150 | 3 886 931 | 93 777 210 |
| Autres immobilisations corporelles | Installations générales, agencements divers | 313 759 | 3 367 | | 317 126 |
| | Matériel de transport | 1 299 929 | 209 718 | -5 728 | 1 515 374 |
| | Matériel de bureau, informatique et mobilier | 8 593 723 | 220 874 | 289 635 | 8 524 963 |
| | Emballages récupérables et divers | | | | |

Note 11 - Stocks et en cours

| RUBRIQUES | Exercice N | | | Exercice N-1 |
|----------------------------------------|-------------------|------------------|-------------------|-------------------|
| | Brut | Depreciations | Net | Net |
| Matières premières, approvisionnements | 28 473 506 | 3 535 757 | 24 937 749 | 27 781 665 |
| En cours de production de biens | 29 414 073 | | 29 414 073 | 32 962 721 |
| En cours de production de services | | | | |
| Produits intermédiaires et finis | 14 210 456 | 2 583 759 | 11 626 697 | 14 949 675 |
| Marchandises | 860 534 | | 860 534 | 927 495 |
| TOTAL Stock | 72 958 569 | 6 119 516 | 66 839 053 | 76 621 556 |

Note 12 - Créances clients et comptes rattachés et autres créances

| RUBRIQUES | Exercice N | | | Exercice N-1 |
|----------------------------------------------|--------------------|-------------------|--------------------|--------------------|
| | Brut | Depreciations | Net | Net |
| Clients facturations émises | 492 680 328 | 13 957 623 | 478 722 705 | 382 602 073 |
| Clients facturations à émettre | 5 476 091 | | 5 476 091 | 29 109 631 |
| Créances clients et comptes rattachés | 498 156 419 | 13 957 623 | 484 198 796 | 411 711 704 |
| Créances sociales | 2 610 044 | 0 | 2 610 044 | 1 574 539 |
| Créances fiscales | 16 819 007 | 0 | 16 819 007 | 25 407 975 |
| Groupe et associés | 8 657 901 | 0 | 8 657 901 | 9 659 873 |
| Débiteurs divers | 686 | 109 | 577 | 2 223 642 |
| Autres créances | 28 087 638 | 109 | 28 087 529 | 38 866 030 |
| TOTAL DES CREANCES | 526 244 057 | 13 957 732 | 512 286 325 | 450 577 734 |

Note 13 - Echeancier des créances

| Etat des créances | | Montant brut | A un an au plus | A plus d'un an |
|---------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------|--------------|-----------------|----------------|
| Créances rattachées à des participations | | | | |
| Prêts | | 64 819 970 | 64 819 970 | |
| Autres immobilisations financières | | 191 725 | 191 725 | |
| Clients douteux ou litigieux | | 1 587 099 | 1 587 099 | |
| Autres créances clients clients | | 496 569 320 | 496 569 320 | |
| Créances représentatives de titres prêtés <small>Prov pour départ constitués.</small> | | | | |
| Personnel et comptes rattachés | | 1 275 511 | 1 275 511 | |
| Sécurité sociale et autres organismes sociaux | | 1 334 534 | 1 334 534 | |
| Etat et autres collectivités publiques | Impôts sur les bénéfices | 4 629 995 | 4 629 995 | |
| | Taxe sur la valeur ajoutée | 8 561 670 | 8 561 670 | |
| | Autres impôts | 1 138 | 1 138 | |
| | Etat - divers | 3 626 204 | 3 626 204 | |
| Groupes et associés | | 8 657 901 | 8 657 901 | |
| Débiteurs divers | | 686 | 686 | |
| Charges constatées d'avance | | 161 038 | 161 038 | |

Note 14 - Disponibilités

Au total, le solde des comptes bancaires (débiteurs et créditeurs) et caisses s'élève à + 17 989 K€

Ce solde se compose comme suit:

- à l'actif, des disponibilités pour 19 960 K€,
- au passif, des emprunts et dettes auprès des établissements de crédit pour 1 971 K€.

La gestion des disponibilités de la société s'effectue au travers d'un contrat de «cash pooling» avec la société GE Treasury Services Industrial Ireland Unlimited afin d'optimiser la trésorerie du Groupe en date de valeur.

Les opérations de centralisation de trésorerie au niveau du groupe via le «cash pooling» sont comptabilisées dans les comptes relatifs aux banques, en contrepartie du compte courant avec GE Treasury Services Industrial.

Les positions de trésorerie figurant au bilan reflètent le décalage entre date d'opération et date de valeur du «cash pooling», ainsi que les positions bancaires des établissements stables à l'étranger ne bénéficiant pas du «cash pooling» automatique.

Note 15 - Capitaux propres

Capital social

Le capital social de 45 200 000 € est composé au 31 décembre 2021 de 2 825 000 actions d'une valeur nominale de 16 € détenues à 100 % par ALSTOM Grid Alliance B.V.

Variation des capitaux propres

| CAPITAUX PROPRES | Ouverture | Augment. | Diminut. | Distribut. dividendes | Affectation du résultat N-1 | Apports et fusions | Clôture |
|----------------------------------------------|-------------|-------------|-------------|-----------------------|-----------------------------|--------------------|--------------------|
| Capital social ou individuel | 21 200 000 | 24 000 000 | | | | | 45 200 000 |
| Primes d'émission, de fusion, d'apport, | 58 800 000 | 126 000 000 | | | | | 184 800 000 |
| Ecart de réévaluation | | | | | | | |
| Réserve légale | 7 447 810 | | | | | | 7 447 810 |
| Réserves statutaires ou contractuelles | | | | | | | |
| Réserves réglementées | | | | | | | |
| Autres réserves | | | | | | | |
| Report à nouveau | -34 871 110 | | | | -46 489 734 | | -81 360 844 |
| Résultat de l'exercice | -46 489 734 | 46 489 734 | -90 553 178 | | | | -90 553 178 |
| Subventions d'investissement | 394 455 | 997 405 | -393 469 | | | | 998 391 |
| Provisions réglementées | 15 175 590 | | -1 654 178 | | | | 13 521 412 |

Le résultat déficitaire de l'exercice clos le 31 décembre 2020 de - 46 489 734 € a été affecté en totalité au report à nouveau .

Note 16 - Provisions pour risques et charges et dépréciations

| Nature des provisions | Début de l'exercice | Dotations | Reprises | Fin de l'exercice |
|--------------------------------------------------------|---------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| Provisions gisements miniers et pétroliers | | | | |
| Provisions investissements | | | | |
| Provisions pour hausse des prix | | | | |
| Amortissements dérogatoires | 15 175 591 | | 1 654 178 | 13 521 413 |
| - Dont majorations exceptionnelles de 30% | | | | |
| Provisions implantation étranger avant 1.1.1992 | | | | |
| Provisions implantation étranger après 1.1.1992 | | | | |
| Provisions pour prêts d'installation | | | | |
| Autres provisions réglementées | | | | |
| Provisions pour litige | 49 595 291 | 549 767 | 33 933 642 | 16 211 416 |
| Provisions pour garantie | 48 176 921 | 5 733 281 | 14 202 768 | 39 707 434 |
| Provisions pour pertes sur marchés à terme | 12 491 615 | 18 966 241 | 19 048 576 | 12 409 281 |
| Provisions pour amendes et pénalités | 2 898 503 | 172 086 | 311 401 | 2 759 189 |
| Provisions pour pertes de change | 1 259 736 | 777 022 | 1 259 736 | 777 022 |
| Provisions pour pensions | 46 493 589 | 2 426 178 | 9 541 751 | 39 378 016 |
| Provisions pour impôts | 10 730 772 | 3 021 656 | 2 781 437 | 10 970 990 |
| Provisions pour renouvellement des immobilisations | | | | |
| Provisions pour gros entretien | | | | |
| Provisions pour charges soc et fisc sur congés à payer | | | | |
| Autres provisions pour risques et charges | 38 886 888 | 42 168 566 | 18 443 451 | 62 612 003 |
| Provisions sur immobilisations incorporelles | 2 961 000 | | 675 000 | 2 286 000 |
| Provisions sur immobilisations corporelles | 5 577 535 | 0 | 512 208 | 5 065 326 |
| Provisions sur titres mis en équivalence | | | | |
| Provisions sur titres de participation | 29 252 739 | 4 483 731 | | 33 736 470 |
| Provisions sur autres immos financières | | | | |
| Provisions sur stocks | 4 949 300 | 2 364 194 | 1 193 979 | 6 119 516 |
| Provisions sur comptes clients | 15 311 597 | 2 929 083 | 4 283 057 | 13 957 623 |
| Autres provisions pour dépréciations | 3 643 | 54 | 3 588 | 109 |
| Dont dotations et reprises d'exploitation | | 35 036 561 | 52 072 406 | |
| Dont dotations et reprises financières | | 4 483 731 | | |
| Dont dotations et reprises exceptionnelles | | 44 071 569 | 55 772 364 | |

Provisions pour litige

Il est rappelé que le gestionnaire du réseau à haute tension des Pays-Bas, TENNET TSO BV, avait lancé en septembre 2010 une procédure à l'encontre d'ALSTOM SA, ALSTOM Grid SAS, Cogelux et ALSTOM Holdings pour obtenir le versement de dommages et intérêts dans le cadre des ententes anti-concurrentielles sur le marché GIS.

Le 10 juin 2015, en première instance, le Tribunal de Gelderland au Pays-Bas (Arnhem District Court) a condamné ALSTOM SA, ALSTOM Grid SAS, Cogalex et ALSTOM Holdings à payer 14 millions d'euros de dommages et intérêts à TENNET, à majorer des intérêts d'un montant de 25 millions d'euros.

ALSTOM a interjeté appel le 24 août 2015. Le 23 août 2016, la Cour d'Appel d'Arnhem-Leeuwarden a suspendu les effets de la décision rendue en première instance.

Il a été décidé que l'éventuel paiement serait pris en charge en totalité par Grid Solutions SAS et dans ce contexte, Grid Solutions SAS avait constaté une provision de 49,3 millions d'euros comptabilisée dans ses comptes clos au 31 décembre 2021.

En décembre 2022, en coopération avec le service juridique du groupe General Electric, la société a résolu ce litige. Cela a donc conduit sur l'exercice 2021 à une reprise de la provision pour un montant de 33,9 millions d'euros, Cette reprise tient compte du fait que la société GRID SOLUTIONS SAS a procédé au versement de 15,4 millions d'euros conformément à l'accord signé.

Provisions pour impôts

En février 2020, l'administration fiscale française avait commencé une procédure de vérification de comptes et liasse fiscale de Grid Solutions SAS et portant sur les 3 derniers exercices clos (2016 à 2018).

Une proposition de rectification a été notifiée à la société en décembre 2021, cela a donné lieu à la comptabilisation d'une provision pour impôts pour un montant de 2,3 millions d'euros.

Note 17 - Dettes fournisseurs et comptes rattachés

| Rubriques | Exercice N | Exercice N-1 |
|-------------------------------------------------|--------------------|--------------------|
| DETTES EXPLOITATION | | |
| Fournisseurs, factures parvenues | 143 196 040 | 121 529 399 |
| Fournisseurs, factures non parvenues | 72 246 489 | 58 836 133 |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 215 442 529 | 180 365 532 |
| Dettes fiscales et sociales | 64 042 151 | 74 690 855 |
| TOTAL | 279 484 680 | 255 056 387 |

Note 18 - Echancier des dettes

| Etat des dettes | Montant brut | A un an au plus | A plus d'un an et - de cinq ans | A plus de cinq ans |
|-------------------------------------------------------------------------|--------------|-----------------|---------------------------------|--------------------|
| Emprunts obligataires convertibles | | | | |
| Autres emprunts obligataires | | | | |
| Emprunts auprès des établissements de crédits moins de 1 an à l'origine | 1 971 386 | 1 971 386 | | |
| Emprunts auprès des établissements de crédits plus de 1 an à l'origine | | | | |
| Emprunts et dettes financières divers | 1 927 793 | 1 927 793 | | |
| Fournisseurs et comptes rattachés | 215 442 529 | 215 442 529 | | |
| Personnel et comptes rattachés | 40 437 253 | 40 437 253 | | |
| Sécurité sociale et autres organismes sociaux | 18 773 822 | 18 773 822 | | |
| Etat et autres collectivités publiques | | | | |
| Impôts sur les bénéfices | | | | |
| Taxe sur la valeur ajoutée | 1 730 825 | 1 730 825 | | |
| Obligations cautionnées | | | | |
| Autres impôts | 3 100 251 | 3 100 251 | | |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | | | |
| Groupes et associés | 64 422 922 | 64 422 922 | | |
| Autres dettes | 4 653 078 | 4 653 078 | | |
| Dettes représentatives de titres empruntés | | | | |
| Produits constatés d'avance | 1 887 896 | 1 887 896 | | |

Note 19 - Instruments financiers de couverture

La totalité des instruments de couverture contractés par la société visent à couvrir l'exposition au risque de change :

| | Exercice N | | | Exercice N-1 | | | |
|----------------|----------------|-----------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-----------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|
| | montants en K€ | Montant notionnel des instruments | Instruments à juste valeur positive | Instruments à juste valeur négative | Montant notionnel des instruments | Instruments à juste valeur positive | Instruments à juste valeur négative |
| Achats à terme | | 117 321 224 | 2 889 168 | - 918 823 | 290 760 484 | 2 451 038 | -2 204 631 |
| Ventes à terme | | 241 737 856 | 1 239 751 | -7 931 210 | 399 078 267 | 5 780 844 | -2 900 447 |

Note 20 - Effectifs

Effectifs moyens de la société

| Effectif | N | N-1 |
|--------------------------------------------|-------|-------|
| Ingénieurs et Cadres | 1 104 | 1 345 |
| Employés techniciens et agents de maîtrise | 610 | 590 |
| Ouvriers | 327 | 355 |

Rémunérations des dirigeants

Aucune rémunération n'est versée aux administrateurs au titre de leurs mandats.

Note 21 - Engagements hors bilan

Engagement au titre des cautions bancaires et garanties de société-mère délivrées aux clients de la société

La société est engagée à dédommager les établissements bancaires ainsi que General Electric Co en cas de mise en jeu par les clients des cautions et garanties qui leur ont été délivrées.

| Montants en milliers d'euros | Encours N | Encours N-1 |
|------------------------------|-----------|-------------|
| Cautions bancaires | 429 722 | 447 465 |
| Garanties société mère | 435 489 | 338 283 |
| Garanties fournisseurs | 52 403 | 48 564 |

Les «cautions bancaires et garanties industrielles données» correspondent aux garanties d'exécution et de bonne fin des contrats long terme telles que prévues contractuellement. Ces garanties sont obtenues auprès des établissements financiers et sont accordées au profit des clients.

Les « garanties de société-mère » correspondent à des garanties commerciales contractuelles données par General

Electric Co aux profits des clients de GRID SOLUTIONS et pour lesquelles General Electric Co est en droit de se retourner contre GRID SOLUTIONS en cas de mise en jeu de la garantie.

La société GRID SOLUTIONS SAS n'a aucun engagement d'achat de titres ni de mobilisations de créances à l'exportation.

Jusqu'au 1er novembre 2015, certaines garanties financières données aux tiers étaient elles-mêmes garanties par un cautionnement solidaire d'Alstom Holding pour un montant total de 350 millions d'euros au niveau du groupe.

A compter du 2 novembre 2015, la garantie d'Alstom Holding a été annulée et remplacée par une caution solidaire donnée par General Electric Co à hauteur de 410 millions d'euros.

Pour ce qui concerne la société GRID SOLUTIONS SAS, les garanties données couvertes par la garantie globale General Electric Co, incluses dans le tableau ci-dessus, s'élèvent à un montant de 5,3 M€.

Engagements donnés :

La société GRID SOLUTIONS SAS a un engagement financier à hauteur de 23 106 000€ vis-à-vis de sa filiale SUPERGRID Institute S.A.S.

Engagements de crédits-baux

Néant

Note 22 - Liste des filiales

| Entité légale | Valeur Brute détenue au 31 décembre 2021 (en €) | % Contrôle | comptes à la date du | Capital en K€ | Reserves en K€ | Chiffres d'affaires en K€ | Résultat net en K€ | Dividendes encaissés en K€ |
|------------------------------------------------|-------------------------------------------------|------------|----------------------|---------------|----------------|---------------------------|--------------------|----------------------------|
| Grid Solutions Argentina SA | 1 042 826 | 5% | 31/12/21 | 4 322 | 57 | 11 271 | 2 057 | |
| Grid Solutions Middle East FZE | 35 402 | 100% | 31/12/21 | 35 | 22 260 | 22 979 | 3 083 | |
| Alstom High Voltage Equipment Saudi Arabia Ltd | 559 539 | 51 % | 31/12/21 | 1 170 | -1 232 | 0 | -84 | |
| COGELEX | 7 622 | 50 % | 31/12/21 | 15 | 0 | 126 758 | 16 837 | 10 989 |
| GSN S.A. | | 50% | 31/12/21 | 0 | -69 | 162 | 119 | |
| Grid Solutions Cote d'Ivoire | 1 520 | 100% | 31/12/221 | 2 | -343 | 904 | 1 131 | |
| GE Grid Solutions Nigeria Energy Limited | 23 959 | 99% | 31/12/21 | 15 | -872 | 2 458 | 350 | |
| GE Digital Services Europe * | 18 685 786 | 75% | 31/12/21 | 121 | 17 873 | 77 781 | 870 | |
| Supergrid Institute SAS | 54 395 500 | 50% | 31/12/21 | 100 365 | -31 825 | 2 230 | -9 593 | |
| Grid Solutions Pakistan Private Ltd | 550 241 | 20% | 31/12/21 | 1 677 | -4 214 | 4 503 | 1 909 | |
| Autres titres de participation | 9 586 | | | | | | | |

Note 23 - Informations sur les parties liées

Toutes les transactions réalisées avec les parties liées ont été conclues aux conditions normales de marché.

Note 24 - Evénements postérieurs à la clôture

Contrôle Fiscal

En avril 2022, l'administration fiscale française a commencé une nouvelle procédure de vérification de comptes et liasse fiscale de Grid Solutions SAS et portant sur les exercices 2019 et 2020.

Provisions pour litige

Comme il est mentionné ci dessus en NOTE 16 - "Provisions pour risques et charges et dépréciations" , Grid Solutions SAS avait une provision de 49,3 millions d'euros comptabilisée dans ses comptes au 31 décembre 2021.

Mais en décembre 2022 , en coopération avec le service juridique du groupe General Electric , la société a résolu ce litige.

Cela a donc conduit finalement sur l'exercice 2021 à ajuster la provision par une reprise d'un montant de 33,9 millions d'euros ,en tenant compte du fait que la société GRID SOLUTIONS SAS a procédé au versement de 15,4 millions d'euros courant décembre 2022 conformément à l'accord signé.

Grid Solutions SAS
Société par actions simplifiée au capital de 45 200 000 €
Siège social : 204 Rond-Point du Pont de Sèvres
92100 Boulogne-Billancourt
389 191 800 RCS NANTERRE

**Décisions de l'Associé unique
en date du 16 Janvier 2023**

L'an deux mille vingt trois,
Le seize Janvier,

La société GE Grid Alliance B.V., société de droit néerlandais, au capital de 1.244.711.852,25 €, dont le siège social est à Verlengde Poolseweg 16, Breda 4818 CL, Breda, Pays-Bas, immatriculée sous le numéro 50750445, représentée par Guillaume ZAGDOUN, (ci-après, l'« **Associé Unique** »), agissant en qualité d'Associé Unique de la société Grid Solutions SAS (ci-après, la « **Société** »),

APRES AVOIR EXPOSE QUE :

Le Comité des Directeurs a arrêté les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe) de l'exercice clos le 31 décembre 2021 et le rapport de gestion sur l'activité de la société au cours dudit exercice lors de sa réunion du 6 Janvier 2023.

Les comptes annuels et le rapport de gestion ont été mis à la disposition du Commissaire aux comptes dans les conditions légales, qui a pu établir son rapport sur les comptes annuels.

Tous les documents prévus par la loi et les statuts ont été adressés dans les conditions requises à l'Associé Unique ;

Conformément à l'article 16.2 des statuts, le Comité Social et Economique en a été informé et a reçu les mêmes documents que ceux mis à la disposition de l'Associé Unique.

A PRIS LES DECISIONS PORTANT SUR L'ORDRE DU JOUR SUIVANT :

- ✓ Approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021,
- ✓ Approbation des dépenses et charges visées à l'article 39-4 du code général des impôts,
- ✓ Affectation du résultat de l'exercice écoulé,
- ✓ Pouvoirs pour les formalités

PREMIERE DECISION

L'Associé unique, après avoir pris connaissance du Rapport de Gestion du Comité des Directeurs et du Rapport sur les comptes annuels du Commissaire aux Comptes, approuve le Rapport de Gestion, les comptes annuels de l'exercice social clos le 31 décembre 2021 tels qu'ils lui ont été présentés, se soldant par une perte de -90 553 178 €.

Il approuve en conséquence les opérations traduites par ces comptes ou résumées dans ces rapports, et donne quitus entier et sans réserve aux membres du Comité des Directeurs de l'accomplissement de leur mandat au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

DEUXIEME DECISION

L'Associé unique prend acte de ce qu'aucune charge non déductible visée à l'article 39-4 du Code Général des Impôts n'a été exposée au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

TROISIEME DECISION

L'Associé unique, sur proposition du Comité des Directeurs, décide d'affecter comme suit le résultat déficitaire de l'exercice s'élevant à -90 553 178 € :

| | | |
|------------------------------|---|--------------|
| - Résultat net de l'exercice | € | -81 360 844 |
| - Report à nouveau antérieur | € | -90 553 178 |
| | | <hr/> |
| - Montant à allouer | € | -171 914 022 |
| - Au report à nouveau | € | -171 914 022 |

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, l'Associé Unique reconnaît qu'aucun dividende n'a été distribué au titre des trois derniers exercices.

QUATRIEME DECISION

L'Associé unique confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal des présentes décisions ainsi que des statuts et de toutes autres pièces qu'il y aurait lieu, à l'effet d'accomplir toutes formalités de publication, dépôt et autres prévues par la loi.

Fait à Amsterdam
Le 16 Janvier 2023



L'Associé unique
GE Grid Alliance B.V.
Guillaume ZAGDOUN

